Information

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-747** **30/10/2019**

Date de mise en application : 31/10/2019
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidatures : 9 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office Français de la Biodiversité :

- 1 poste d'assistant de direction (F/H) (catégorie B) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 28/11/19.

Conservatoire du Littoral – Délégation Manche-Mer du Nord :

- 1 poste d'assistant administratif confirmé (F/H) (catégorie B) à temps incomplet (50 %) à Wimereux (62).
Date limite de candidature : 18/11/19.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation ; de l'environnement et du travail :

- 1 poste de technicien de laboratoire en virologie (H/F) (CDD Cat 3 de 36 mois à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 08/11/2019.

- 1 poste de chargé de projet scientifique en évaluation de risques sanitaires dans l'alimentation (H/F) (CDD Cat 2 de 12 mois à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 14/11/2019.

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique – Toxicologie (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 14/11/2019.

- 1 poste de responsable Administratif et Financier / Chef du service Affaires Générales (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois à Angers (49),
Date limite de candidature : 14/11/2019.

- 1 poste de responsable de l'activité exploitation maintenance (H/F) (CDI Cat 2 ou Tit A à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 14/11/2019.

- 1 poste de coordonnateur d'expertise en évaluation des risques liés à la nutrition (H/F) (CDI Cat 1ou Tit A+ à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 14/11/2019.

Mise à disposition auprès de la FAO :

- 1 poste d'expert en changement climatique (F/H) (catégorie A) à Rome.
Date limite de candidature : 20/11/19.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

OFFICE FRANÇAIS de la BIODIVERSITÉ
Mission de préfiguration

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	B
Intitulé du poste :	**Assistant de direction (h/f)**
Affectation :	DGD Mobilisation de la société/Pôle assistance de direction
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur Général Délégué de la Mobilisation de la Société
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1er janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative.
Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer.

Les missions confiées à ce nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion de l'eau.

Description du poste :

Mission :

• Assister le directeur et les directeurs adjoints afin d'optimiser la gestion de leur activité (agenda, déplacements, communication, réunions, accueil, ...) ;
• Organiser la circulation des informations internes liées au fonctionnement de l'établissement ;
• Prendre en charge, sous l'autorité fonctionnelle de la cheffe de la Mission programmation, contrats et interventions et en relation avec les services du Secrétariat général de l'établissement, le suivi de certains dossiers (gestion administrative du personnel, plan d'occupation des locaux, commandes,…) et évènements (organisation de séminaires, colloques, ...), en veillant à la bonne application des procédures.

Activités principales :

• Organisation et préparation de rendez-vous, réunions, déplacements de l'équipe de direction ;
• Appui à l'animation et à la communication interne, gestion d'un agenda partagé ;
• Gestion et archivage du courrier entrant et sortant et suivi des réponses, en lien avec les différents sites ;
• Accueil physique et téléphonique de visiteurs ;
• Collecte, classement et diffusion de l'information de référence ;
• Rédaction de documents (courriers, comptes rendus de réunion, présentations, programmes d'événements,…) ;
• Préparation du rapport d'activité ;
• Représentation de la direction auprès des services du Secrétariat général et dans des groupes de travail administratifs (ressources humaines, commande publique, dématérialisation, etc.) ;
• Élaboration et déploiement de procédures internes à la direction ;
• Organisation logistique d'évènements internes ou externes (réunions, séminaires, colloques) ;
• Suivi administratif et logistique du personnel de la direction (recrutements, prises de poste, annuaire, entretiens professionnels, promotions, congés, états de frais,…) ;
• Exécution de marchés publics, gestion de commandes de fournitures et de prestations, suivi de l'exécution du budget de fonctionnement courant (déplacements, consommables, abonnements…) ;

• Tenue de tableaux de bord d'activité ;
• Veille à l'égard du site intranet de l'agence et contribution à son fil d'actualités ;
• Coordination d'une équipe d'assistant-e-s en poste à Brest et à Pérols et suppléance tournante en période de congés.

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :
- Tout service.

Relations externes :
• Interlocuteurs de la direction (tutelle, partenaires,…) ;
• Fournisseurs et prestataires de services.

PROFIL RECHERCHÉ

- Plusieurs années d'expérience en qualité d'assistant(e) de direction.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :
• Connaissance générale des techniques de gestion administrative et de secrétariat ;
• Gestion de projets.

Savoir-faire opérationnel :
• Pratiquer la rédaction administrative et la prise de notes
• Utiliser les outils collaboratifs (gestion électronique de documents, réseau social d'entreprise, messageries,...), d'édition de documents (texte, tableur, présentation, dessin), de gestion de données (bases de données) et de logiciels de gestion comptable ;
• Maîtriser la langue française, pratiquer l'anglais oral et écrit.

Savoir-être professionnel :
• Qualités relationnelles et d'écoute ;
• Capacité de communication et d'animation ;
• Discrétion, sens de la confidentialité ;
• Forte capacité d'organisation et de gestion du temps, polyvalence et adaptabilité ;
• Rigueur et capacité à rendre compte de l'état d'avancement des dossiers ;
• Capacité à vérifier des informations et à les transmettre, à comprendre des instructions administratives et à les expliquer.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DGDMS/ASSISTDIR/F** à **recrutement@ofbiodiversite.fr**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **28 novembre 2019**

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un(e) :

Assistant administratif confirmé (H/F)
pour sa délégation Manche Mer du Nord

Poste à temps incomplet (50%) de catégorie B ouvert :

- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut (décret n°2016-1697)
- aux agents extérieurs 'recrutement par la voie contractuelle en CDI)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 205 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (DAFSI), de la direction de la gestion patrimoniale (DGPat) et du secrétariat général (SG).

La délégation Manche Mer du Nord est située à Wimereux (62). Elle est composée de 10 agents placés sous l'autorité de la déléguée de rivages. Une assistante administrative à 50% assure les missions de secrétariat (accueil, agendas, organisation de réunions…) et un appui à la mission foncière.

Description du poste et des missions

L'assistant administratif confirmé assure et coordonne l'assistance administrative de la délégation et travaille en lien avec l'ensemble des agents de la délégation et les services concernés du siège

Il a pour missions principales :

- En matière de subventions : l'appui à la constitution et au suivi des demandes de subventions jusqu'à la signature des conventions financières, la mise en œuvre des conventions financières (fourniture des pièces pour les versements, veille sur les délais d'exécution...), contribution au suivi de l'exécution du budget de la délégation ;
- En matière de foncier : l'appui à la prospection foncière (recensement, envois postaux, gestion des réponses), l'assistance administrative dans le montage des dossiers d'acquisition, l'instruction des procédures d'acquisition en relation avec les notaires ;
- En matière de commande publique et d'exécution budgétaire : l'assistance administrative au montage des marchés publics de travaux, en lien avec la chargée de mission travaux, le suivi des factures et des paiements (enregistrement dans l'outil CORAIL).
- L'appui administratif pour l'élaboration des conventions d'usages et d'occupation temporaire des propriétés du Conservatoire, le contrôle du circuit de validation et leur enregistrement.

L'assistant administratif confirmé assure la continuité de service du secrétariat de la délégation. Il peut être amené à contribuer à l'organisation d'événementiels (conseils de rivages, inaugurations, etc.).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Sous l'autorité de la déléguée de rivages, l'agent est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des membres de la délégation ainsi qu'avec les services centraux du Conservatoire du littoral (DAFSI, DGPat et SG).

Profil et compétences requis

- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Rigueur et qualités rédactionnelles (orthographe et syntaxe) requises ;
- Connaissances en matière budgétaire appréciée, de préférence en matière de gestion publique ;
- Maîtrise de l'environnement bureautique (Excel, Word, Outlook) ;
- Autonomie et goût pour la réalisation de tâches diversifiées ;
- Connaissance du monde de l'environnement apprécié.

Caractéristiques du poste

Le poste est à temps incomplet (50%). Le temps de travail sera organisé préférentiellement sur des jours pleins, soit 2,5 jours par semaine, selon des modalités à préciser avec le candidat.
Poste d'assistant administratif supérieur dans le référentiel métiers de l'établissement.

Poste de catégorie B ouvert

- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement) ;
- aux agents extérieurs (recrutement par la voie contractuelle en CDI).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction :

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Wimereux (62).

Renseignements et dépôts des candidatures :

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 18 novembre 2019 :**

Soit par courrier à:
Monsieur le Directeur par intérim
Conservatoire du littoral - Service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste : (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Sandrine DEROO, déléguée de rivages Manche Mer du Nord
s.deroo@conservatoire-du-littoral.fr
Gwenaëlle MELENEC, déléguée adjointe
g.melenec@conservatoire-du-littoral.fr

Date : 18/10/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale, site de Maisons-Alfort
L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 de Virologie, Equipe BioPic

Missions / contexte

L'UMR 1161 est une unité sous tutelles INRA, ANSES et ENVA située sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort à Maisons-Alfort. La personne recrutée travaillera dans l'équipe biologie des Picornavirus (BioPic) composée de 4 agents : un ingénieur de recherche responsable de l'équipe, une chargé de recherche, une assistante ingénieure et un technicien. L'équipe mène des activités de référence, d'expertise et de recherche dans le cadre de ses mandats de référence pour la fièvre aphteuse (FA), la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Pour la fièvre aphteuse, l'équipe est en charge des activités relatives aux mandats de Laboratoire National de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre de Référence FAO et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne. Elle assure le diagnostic virologique (isolement viral, ELISA Ag), moléculaire (RT-PCR) et sérologique (séroneutralisation, ELISA). Elle caractérise les virus isolés par typage, séquençage et analyse phylogénique. L'équipe maintient une veille épidémiologique sur la circulation du virus dans le monde à travers sa participation à des réseaux de collaboration (OIE/FAO, REMESA, RESOLAB, …). En France, l'équipe assure le diagnostic d'urgence de la FA en cas de suspicion et cela 24h/24 et 7j/7. Elle conduit le diagnostic sous assurance qualité et est accrédité ISO17025 par le Cofrac pour ces analyses
En parallèle, l'équipe mène une activité de recherche en lien direct avec ses missions de référence. Elle développe et valide des méthodes d'analyse et conduit des projets de caractérisation des virus circulants et d'épidémiologie moléculaire en collaboration avec les pays endémiques. Dans un domaine de recherche plus fondamentale, l'équipe s'intéresse aux interactions du virus de la FA et son hôte et en particulier aux mécanismes d'établissement et de maintien de la persistance virale.
Des sessions de formation au diagnostic de la FA sont dispensées en cas de besoin par l'équipe aux techniciens d'autres laboratoires au niveau international soit à l'Anses soit dans leur pays d'origine. L'équipe accueille et forme également des étudiants en BTS, master et thèse.
Les membres de l'équipe participent régulièrement, à la demande de l'OIE, FAO, UE ou DGAL, à des missions de formation et/ou d'expertise. Ils sont également amenés à participer en tant qu'experts à des ateliers et des réunions sur la fièvre aphteuse..

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'équipe BioPic est en charge de mandats de référence pour la fièvre aphteuse, la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Dans le cadre de la fièvre aphteuse, l'équipe assure les mandats de Laboratoire national de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre collaborateur FAO et Laboratoire de référence de l'UE. Elle mène des activités de diagnostic, de recherche, d'expertise et de formation. Sous l'autorité du responsable d'équipe, et en collaboration avec les membres de l'équipe, la personne recrutée aura pour mission de participer aux activités d'appui scientifique et technique en lien avec les mandats de référence.

Activités

- Réalisation des analyses pour le diagnostic sérologique et virologique (séroneutralisation, ELISA, isolement viral, titrage du virus, RT-PCR conventionnelle, RT-PCR en temps réel, séquençage) dans le respect des procédures qualités
- Entretien et infection de lignées cellulaires
- Rédiger un cahier de laboratoire et rendre compte des résultats
- Mise en forme et analyse des résultats
- Réalisation et optimisation de protocoles dans le cadre de projets de recherche (immunochimie, biologie moléculaire, biologie cellulaire…),
- Gestion de la maintenance des appareils de laboratoire et de leur entretien
- Gestion des stocks de consommables et de leur suivi
- Participation aux activités relatives à l'organisation des EILA, à la production de matériaux de référence, à la validation de méthodes
- Participation à la mise sous assurance qualité et à l'obtention/maintien des accréditations : application stricte des procédures, révision des documents, élaboration de procédures et modes opératoire
- Participation aux travaux de recherche
- Participation à la formation des stagiaires

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné de niveau 3
- Mobilisation 24h/24 et 7j/7 en cas de suspicion de la fièvre aphteuse pour la réalisation du diagnostic
- Astreinte pour le diagnostic d'urgence.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC + 3 - BTS/DUT et/ou licence en biologie souhaitée (formation en virologie et/ou en biologie moléculaire et cellulaire appréciée)

Expériences similaires

- Expérience en laboratoire souhaité
- Une bonne expérience en analyse sérologique
- Une bonne expérience en biologie moléculaire (RT-PCR, RT-qPCR,..)

Compétences

- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses.
- Sens de l'organisation.
- Compétences en virologie souhaitées.
- Capacité d'être autonome
- Rigueur.
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Utilisation des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur, …).
- Une bonne connaissance en assurance qualité et sur les risques biologiques serait appréciée.
- Appliquer les bonnes pratiques de laboratoire.
- Capacité rédactionnelle et aptitude à la communication orale en anglais seraient appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 8 novembre 2019

Renseignements sur le poste : labib.bakkali-kassimi@anses.fr, sandra.blaise-boisseau@anses.fr, aurore.romey@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-135 à** : recrutement@anses.fr

Date : 24/10/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique en évaluation de risques sanitaires dans l'alimentation (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Janvier 2020**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques
Unité d'évaluation des risques liés aux aliments (UERALIM)

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM) a pour mission principale la coordination des travaux de collectifs d'experts pour l'évaluation des risques sanitaires liés à la présence de contaminants biologiques ou chimiques dans les aliments, sous la responsabilité d'un chef d'unité et de deux adjoints, pour chacune de ces spécialités. Au sein de cette unité de 16 personnes, un groupe de 7 agents travaille sur les problématiques relatives aux risques biologiques. Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales ou communautaires. Elle collabore avec les autres directions et les laboratoires de l'Agence. Elle participe à des projets de recherche nationaux ou internationaux.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le chargé de projet scientifique conduira ses travaux dans le cadre du projet de recherche ANR PathoFood (ANR-17-CE21-0002), sous l'autorité du responsable de ce projet ANR pour l'ANSES et en partenariat avec les scientifiques de l'unité. Le projet PathoFood vise à décrypter l'hétérogénéité cellulaire et la distribution spatiale de bactéries pathogènes dans des matrices alimentaires en interaction avec les communautés microbiennes des aliments. L'objectif est de mieux comprendre comment l'hétérogénéité physiologique des populations de bactéries pathogènes influence leur implantation dans des matrices alimentaires, où différents microenvironnements, qui se distinguent par leurs propriétés physico-chimiques, biochimiques et leurs microbiotes endogènes, coexistent. Ce projet est ciblé sur la caractérisation de deux bactéries pathogènes : *Escherichia coli* O157:H7 et *Listeria monocytogenes*.

Le chargé de projet sera responsable de la mise en œuvre de la modélisation du comportement des deux bactéries pathogènes à partir de données collectées dans le projet ANR. La bonne réalisation de ce projet nécessite une connaissance fine et globale de l'écologie microbienne dans les aliments, ainsi qu'un intérêt fort pour la microbiologie prévisionnelle et l'appréciation des risques.

Le chargé de projet devra assurer la mission inhérente à son poste en valorisant, à travers des publications scientifiques, ses résultats.

Activités

- Structuration des données du projet ANR et des données de la littérature scientifique
- Modélisation des données à l'aide de modèles de microbiologie prévisionnelle
- Veille bibliographique sur les pathogènes
- Rédaction de rapports scientifiques sur l'avancement des travaux
- Respect des procédures qualité de l'agence

Conditions particulières

En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt *.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Souhaité Bac+5 à Bac+8**,** Docteur en microbiologie prévisionnelle, en écologie microbienne des aliments ou en modélisation dans le domaine biologique. (Minimum Bac+3)

Expériences similaires

- Une expérience avérée dans le domaine de la microbiologie prévisionnelle est vivement souhaitée

Compétences

- Connaissances approfondies en écologie microbienne des aliments ;
- Maîtrise des approches de modélisation du comportement des micro-organismes ;
- Maîtrise d'un langage de programmation informatique, de préférence R ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique ;
- Aptitude organisationnelle, rigueur et dynamisme ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 novembre 2019

Renseignements sur le poste : Laurent GUILLIER, responsable du projet ANR : 01-49-77-26-44 ; laurent.guillier@anses.fr ou Moez Sanaa, chef d'unité UERALIM : moez.sanaa@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-136 à :** recrutement@anses.fr

Date : 24/10/2019

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Règlementés

Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés Biocides

Missions / contexte

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés Biocides est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits biocides dans le cadre des autorisations de mise sur le marché.

L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge, dans le cadre de la réglementation Biocides, d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt *.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum
MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique *in vitro*, utilisation de modèles d'exposition).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits biocides souhaitées.
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 novembre 2019

Renseignements sur le poste : Valérie BELLINGARD (valerie.bellingard@anses.fr - + (33)1 56 29 52 81)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-137 à :** recrutement@anses.fr

Date : 24/10/2019

Poste à pourvoir	**Responsable Administratif et Financier / Chef(fe) du service Affaires Générales (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 2 ans**
Localisation	**Angers (49)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la Santé des Végétaux
Le Laboratoire de la santé des végétaux (LSV) intervient sur les dangers biologiques liés à des bioagresseurs qui peuvent affecter la santé des végétaux.
Il participe dans son domaine de compétence, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de surveillance et d'expertise scientifique et technique de l'Anses. La direction du laboratoire est basée à Angers (49).

Missions / contexte

Sous l'autorité de la direction du laboratoire, le responsable administratif et financier, également chef du services affaires générales par interim pendant la durée du CDD, gère les ressources financières et humaines du laboratoire et de ses 6 sites. Il travaille en étroite collaboration avec les directions financières et ressources humaines du siège.
Le service des affaires générales est en charge de gérer et organiser les activités administratives et financières du laboratoire.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur, le responsable administratif et financier et chef du service des affaires générales assure et optimise la gestion administrative et financière de l'entité et de ses 6 sites constitutifs en pilotant et contrôlant les activités du service des affaires générales. Il manage une équipe de 5 personnes.

Par ailleurs, il assure la coordination avec l'équipe technique des dossiers et du suivi des marchés, et des projets immobiliers.

Activités

Dans ce cadre, les principales missions seront de :

- Garantir la coordination administrative et financière de l'entité et de ses sites en liaison étroite avec les directions du siège,
- Piloter l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget du LSV, environ 1,5 M€, en lien avec la Direction des affaires financières et l'Agent Comptable de l'Anses,
- Assurer la gestion de proximité en ressources humaines des 80 agents présents sur les différents sites en lien avec la Direction des ressources humaines,
- Contribuer sur la partie administrative à la négociation, la rédaction et la gestion des accords d'engagement scientifiques et administratifs des entités tels que les contrats de recherche, les conventions partenariales nationales, européennes et internationales, les contrats de prestations et de service, les marchés publics...,
- Assurer la fonction d'Assistant de Prévention pour le site d'Angers et la coordination des activités de cette fonction pour les différents sites du LSV

Le responsable administratif et financier et chef du service des affaires générales est l'interlocuteur privilégié du directeur et des chefs d'unités scientifiques du LSV. Il est force de proposition sur tous les sujets administratifs et financiers auprès du directeur et de l'instance de concertation locale du LSV.

Conditions particulières

En vertu de l'Art L.5323-4 du code de la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt *.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+3 à BAC +5 en gestion administrative et financière souhaité

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans un poste similaire
- Première expérience en management d'équipe souhaitée

Compétences

- Connaissance des règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements publics de l'Etat
- Connaissance des techniques de management
- Connaissance de la norme ISO 9001 pour la mise sous assurance qualité des processus
- Sens des responsabilités et de l'écoute
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Maîtrise de l'anglais souhaitée pour un bon suivi des conventions portées par le laboratoire à l'international

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 novembre 2019

Renseignements sur le poste : Philippe REIGNAULT (philippe.reignault@anses.fr + 02.41.10.74.22 ou 06.75.20.70.75) ou Géraldine ANTHOINE (geraldine.anthoine@anses.fr + 02.41.20.74.31 ou 06.21.34.14.78)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-138 à :** recrutement@anses.fr

Date : 24/10/2019

Poste à pourvoir	**Responsable de l'activité exploitation maintenance (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Technique et Informatique, dans la perspective de la création au sein de cette direction, d'un nouveau service de 8 personnes, regroupant les activités du patrimoine et des investissements immobiliers et les activités exploitation maintenance.

Ce service aura pour principales missions la gestion technique du patrimoine immobilier occupé par les entités constituant l'Anses et la mise en œuvre du Schéma Pluriannuelle de Stratégie Immobilière de l'établissement (SPSI).
Ce patrimoine immobilier est composé de 110 bâtiments dont plus de la moitié sont des laboratoires implantés sur 18 sites répartis sur le territoire national et une région d'Outre-Mer.

Missions / contexte

L'activité exploitation maintenance concerne :

- le pilotage de l'exploitation et de la maintenance des bâtiments de l'Anses, dont nombre d'entre eux comportent des laboratoires confinés et des installations techniques complexes (aérauliques, électriques, frigorifiques).
- La mise en place des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments afin de réduire l'emprunte environnementale de l'agence et ses charges d'exploitations, tout en garantissant la conformité règlementaire des installations et le fonctionnement adéquat des activités scientifiques.

L'équipe exploitation maintenance est composée de 4 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service, le responsable de l'activité exploitation maintenance assure le maintien en conditions opérationnelles de l'ensemble des bâtiments et des laboratoires du patrimoine immobilier de l'établissement.
Il est le garant technique des installations en respectant les réglementations en vigueur et, dans une démarche environnementale, en optimise les coûts énergétiques. Il s'appuie pour exercer ses missions sur une équipe de trois personnes et anime un réseau de correspondants techniques présents sur les sites les plus importants.

Son périmètre d'activité concerne l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Anses, et plus particulièrement sur le site de Maisons-Alfort.

Activités

Sur le site de Maisons-Alfort
Son périmètre d'activité concerne l'ensemble des installations techniques des 11 bâtiments, et des équipements scientifiques des laboratoires, (sorbonnes, autoclaves, chambres climatiques, installations de gaz spéciaux).

- Il est l'interlocuteur des prestataires externes à l'établissement, société de maintenance multi techniques, entreprises, qui sont amenés à intervenir sur le site.
- Il définit puis pilote et évalue les contrats de maintenance préventive et corrective en développant ou renforçant les engagements de performance des prestataires retenus.
- Il supervise techniquement l'équipe exploitation maintenance, la gestion quotidienne de l'activité maintenance en veillant au suivi et au traitement des demandes d'interventions.
- Il prépare avec le chef de service et suit l'exécution du budget de fonctionnement du service.
- Il met en place un suivi d'activité et un reporting adapté.

Pour l'ensemble des sites

- Il déploie les actions mises en place en terme de gestion des énergies vers l'ensemble des sites de l'agence en s'appuyant sur les correspondants techniques qu'il organisera en réseau avec l'appui du chef service.
- Il les assiste dans la rédaction des cahiers des charges et lors des procédures de consultation pour le choix des prestataires de maintenance.
- Il met en place des outils de suivi et de gestion des consommations des fluides afin d'en maitriser les dépenses énergétiques.
- Il participe, avec le chef de service, à la programmation de travaux d'entretien tous corps d'état, dans le cadre du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière de l'Anses. Il propose et évalue un programme de travaux propre à son domaine d'intervention dont il assure le pilotage en tant que chef de projet.
- Il apporte ses compétences dans la conduite des opérations immobilières, en phases programmation, études et travaux, notamment pour les projets à forts enjeux techniques (construction ou rénovation de laboratoire de niveau de sécurité biologique élevé).
- Il coordonne son activité avec les services de la direction de l'administration de des finances (logistique, marchés, budget), la mission Hygiène-sécurité-Défense, les assistants de prévention et les responsables biosécurité des entités.

Conditions particulières

- Déplacement sur les sites en province
- Participation à l'équipe d'astreinte de Maisons-Alfort.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5, Ingénieur ou équivalent en Bâtiment, Construction et/ou Exploitation-Maintenance de bâtiment - Minimum Bac+3

Expériences similaires

- De 3 à 5 ans minimum

Compétences

- Connaissances techniques professionnelles : bâtiment, CVC, électricité, fluides, dans un contexte de laboratoires ou locaux à ambiance maîtrisée, réglementations et normes. La compétence génie climatique est primordiale.
- Connaissances du marché des prestations de services d'exploitation-maintenance et expériences en négociation et pilotage.
- Capacité d'analyse technique et économique pour proposer des scénarios d'évolutions des installations, sens de l'innovation, méthode et rigueur.
- Capacités relationnelles avérées : Management, écoute et analyse des besoins des utilisateurs équipes scientifiques, travail en réseau et en mode projet.
- Qualifies personnelles : capacité à présenter de façon simple les enjeux techniques, à valoriser les actions menées, à convaincre, engagement.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 novembre 2019

Renseignements sur le poste : Marie-Christine LARSONNEUR (marie-christine.larsonneur@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-139 à :** recrutement@anses.fr

Date : 24/10//2019

Poste à pourvoir	**Coordonnateur d'expertise en évaluation des risques liés à la nutrition (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des risques liés à la nutrition (UERN)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
L'unité « Evaluation des risques liées à nutrition » (UERN) est composée de onze scientifiques. Elle assure l'animation, la coordination et le suivi des travaux du Comité d'experts spécialisés (CES) « Nutrition humaine » du groupe de travail pérenne «Nutrivigilance » ainsi que ceux des groupes de travail (GT) thématiques rattachés au CES. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'agent assure la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la nutrition, en collaboration avec les autres scientifiques de l'unité.

Activités

Sous la responsabilité du chef d'unité, l'agent contribuera à la coordination des expertises en évaluation des risques nutritionnels, à travers les actions suivantes :

- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective « Nutrition humaine » et des groupes de travail qui y sont rattachés et prendre en charge directement certaine de ces saisines et auto-saisines ;
- Discerner les enjeux stratégiques d'une expertise, anticiper les problèmes pouvant survenir lors de l'instruction d'une saisine, vérifier la recevabilité scientifique des dossiers, identifier les questions posées au CES, les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances…
- Animer les réunions (CES, groupes de travail, autres …),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports), gérer le produit de l'expertise de la validation par le CES jusqu'à la publication,
- Exercer un regard critique sur la pertinence des rapports d'expertise et être force de proposition pour améliorer la qualité de l'expertise,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information (publications scientifiques, enseignement, formations, rapports d'activité, interviews média tous supports, etc.),
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services de l'Anses compétents
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité, de la déontologie de l'expertise
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence,
- Représenter l'Agence auprès des tutelles et des parties prenantes
- Participer aux activités européennes et internationales de l'agence dans le champ de la nutrition.

Conditions particulières

En vertu de l'Art L.5323-4 du code de la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt *.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplôme requis : BAC+5 (minimum) à BAC+8 (diplôme d'ingénieur, doctorat…) souhaité dans le domaine de la nutrition, activité physique, prévention à la santé, biochimie des aliments, physiologie humaine, santé publique…

Expériences similaires

- Senior expérimenté pouvant justifier d'une expérience réussie d'une dizaine d'années dans le domaine de l'évaluation du danger et des risques ou dans le domaine de la nutrition.
- Expérience avérée en gestion de l'expertise collective ou dans la participation / contribution scientifique à des projets ou des expertises scientifiques, au niveau national ou européen.

Compétences

- Connaissances approfondies des méthodes d'évaluation des risques
- Compétences en nutrition humaine
- Compétences appréciées en épidémiologie, activité physique, biochimie, pharmacologie, pharmacognosie, statistiques
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse avérées et aptitudes à la communication orale.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, autonomie.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacité à interagir avec les autres unités/entités sur les questions transversales.
- Bonne connaissance des missions de l'Agence et des entités en charge de ces missions
- Bon niveau d'anglais scientifique et technique (écrit et oral)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 novembre 2019

Renseignements sur le poste : Irène MARGARITIS, chef d'unité (01 49 77 38 08, irini.margaritis@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2019-140 à** recrutement@anses.fr

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de la FAO (Rome)

Expert.e en Changement Climatique

Catégorie : A +(équivalent P4)
Cotation parcours professionnel : 2
Date de prise de fonctions souhaitée :
Durée d'engagement : 3 ans renouvelable 2 fois 1 an
Date limite de remise des candidatures : Un mois après la date de publication dans BO AGRI.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Sous la supervision du Directeur de la Division Climat et Environnement de la FAO (CBC), l'expert.e travaillera à la mise en œuvre des activités de la FAO dans le cadre de sa stratégie relative au changement climatique et afin d'aider les pays membres à affronter les défis du dérèglement climatique, en termes d'atténuation et de développement de la résilience et des capacités d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des forêts. De manière générale, l'expert.e contribuera à la mise en œuvre des activités de la FAO dans le cadre de son Plan d'activités à moyen terme 2018-2021. De manière spécifique, l'expert.e contribuera à la mise en œuvre de la stratégie de la FAO relative au changement climatique adoptée en juillet 2017 et de son plan d'action, ainsi qu'à la mise en œuvre de l'accord-cadre entre le gouvernement français et la FAO « Soutenir la transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables : une réponse aux défis de la sécurité alimentaire, des changements climatiques et de la création d'emplois » signé en décembre 2017. Toutes les activités de l'expert.e soutiendront les efforts de la FAO relatifs au changement climatique dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, contribuant ainsi à l'amélioration de la Sécurité Alimentaire et à l'atteinte des ODD. Il/elle travaillera plus particulièrement sous la responsabilité de la Cheffe d'équipe pour l'appui aux pays pour l'action climatique.
OBJECTIFS DU POSTE	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la FAO relative au changement climatique et de l'Accord de Paris en contribution à l'atteinte des ODD.
DESCRIPTION DES ACTIVITES A EXERCER OU DES TACHES A EFFECTUER	L'expert.e sera amené.e à : i) Contribuer à l'appui aux pays pour l'élaboration et la mise en œuvre des volets adaptation et atténuation des secteurs agricoles au sein des contributions déterminées au niveau national (NDC) en lien notamment avec les plans nationaux d'adaptation en matière d'agriculture (NAPs) et d'autres plans nationaux (relatif à la technologie par ex) ; ii) Animer la réflexion sur l'appui aux pays pour la prise en compte des considérations liées au changement climatique dans les programmes nationaux d'investissement agricole, au plan technique (approches écosystémiques, agro-écologie, séquestration de carbone dans les sols, agroforesterie) mais aussi institutionnel et politique (cohérence avec les NDC, NAP, amélioration de la résilience et réduction des risques de catastrophe, etc.), dans le sens de l'intégration et de la rationalisation des politiques (principe directeur de la nouvelle stratégie climat de la FAO) ;

	iii) Contribuer à l'intégration technique des différents programmes de CBC en appui aux pays (atténuation, adaptation, résilience, énergie, etc.), en lien avec les programmes d'autres départements techniques de la FAO, dans l'optique de développer des approches intégrées au bénéfice des pays, à la fois au plan normatif et dans le cadre de projets et programmes collaboratifs (entre équipes de la division CBC et en externe) ; iv) Sur la base notamment des points précédents, contribuer aux réflexions et travaux du groupe de travail thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'utilisation des terres du NDC Partnership (NDC-P), facilité par la FAO et qui vise à appuyer les pays dans la compréhension et la formulation des besoins d'appui relatifs à la mise en œuvre des NDC dans les secteurs agricoles et v) Contribuer au travail de CBC sur l'agriculture en lien avec la CNUCC (notamment le Koronivia Joint Work on Agriculture (KJWA)[1] et le Nairoby work programme) en préparant des contributions, en faisant la liaison avec les partenaires et les pays, en soutenant le positionnement de la FAO et en faisant avancer le dialogue avec l'UNFCCC à cet égard. Le Directeur de la Division Climat et Environnement (CBC) pourra confier à l'expert.e des tâches et attributions supplémentaires en rapport avec le mandat de CBC et avec les activités pertinentes de la FAO en termes d'atténuation du changement climatique et de développement de la résilience et des capacités d'adaptation de l'agriculture, de la pêche et des forêts à ses effets.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'expert.e collaborera avec les différents départements et divisions de la FAO ainsi qu'avec les bureaux décentralisés et les partenaires externes œuvrant dans le secteur de l'action climatique en agriculture.

[1]une décision de la conférence sur le climat de l'ONU (COP 23) en novembre 2017, reconnaissant officiellement l'importance du secteur agricole dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	- Anglais courant indispensable - autre langue officielle des Nations Unies serait un plus - Diplôme supérieur en gestion de l'environnement, climat, géographie, agronomie, géosciences ou dans une discipline apparentée. - Connaissance solide des questions relatives aux changements climatiques et leurs impacts sur le développement rural, avec une expérience (minimum 5 ans) dans ce domaine. - Expérience de travail multisectoriel et pluridisciplinaire - Expérience à l'international	- capacité à organiser des réunions, mobiliser et responsabiliser - capacité à communiquer, partager des connaissances - Capacité à mener des réflexions stratégiques et y faire adhérer - capacité à prendre des décisions, sens de l'initiative et de l'innovation. - Efficacité (obtention de résultats, respect des délais) - Aptitude à mobiliser des ressources, établir des partenariats - Capacité à travailler en équipe multi-culturelle
PERSONNES A CONTACTER	Héloïse PESTEL – Sous Directrice International heloise.pestel@agriculture.gouv.fr Isabelle OUILLON - Chef du BMSA - Tél. : 01 49 55 48 66, isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr - Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr	